

Perspectives MOC

 **Éditorial Service public et SNCB**



PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

11/698

Numéro d'agrégation P501162

Le transport public de passagers rencontre plusieurs intérêts. Objectif premier : transporter des personnes d'un point A vers un point B. Il rencontre aussi un intérêt social : une personne n'ayant pas de véhicule personnel ou d'autre moyen de locomotion y trouve une solution. Un intérêt environnemental : le sommet de la Cop 21 à Paris a clairement mis en lumière pour nos dirigeants politiques l'urgence des mesures à prendre pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre produites par les humains dont on sait que le transport occupe une part importante.

La Belgique était pionnière en Europe en matière de transport ferroviaire avec un réseau dense. Depuis 1990 et la grande restructuration, c'est le déclin, lent mais continu : diminution de l'offre, fermetures de lignes et de gares, suppressions d'emplois, coupes dans les budgets de la SNCB, qui constituent une variable d'ajustement. Régulièrement des « ballons d'essai » sont lancés : classification des lignes selon leur importance en A, B, C avec à la clé un désinvestissement de certaines, suppression des accompagnateurs de trains, augmentation des tarifs, régionalisation du rail, etc. Si le plus souvent, ces mesures sont recalées par la pression sociale, elles s'imposent progressivement dans les mentalités et reviennent quelques années plus tard pour un jour aboutir.

Il y a probablement des réformes à faire, mais à l'heure actuelle, les projets proposés sont dénués de vision globale, d'un plan ambitieux pour une mobilité répondant aux besoins sociaux, environnementaux et économiques du XXI^{ème} siècle. Face à ce constat, plusieurs questions évidentes restent sans réponses : pourquoi ne pas placer ce dossier comme priorité ? Pourquoi ne pas y consacrer les moyens nécessaires ? Pourquoi ne pas avoir de vision globale et prospective en la matière ?

Au-delà d'une mesure en particulier, c'est la perversité du mouvement de fond qu'il faut observer. Les struc-

turations et le « nettoyage » actuellement menés par le politique et les managers pour rendre la SNCB compétitive ont plusieurs conséquences. Discrimination entre les citoyens habitant les zones à forte densité de population et ceux habitant les zones rurales. Discrimination entre les personnes possédant un ou plusieurs moyens de déplacement privatifs et les personnes ne pouvant se reposer que sur les transports collectifs. Discrimination entre la Flandre et la Wallonie quand la clé de répartition actuelle des investissements 60/40 en faveur de la Flandre ne permet pas à la Wallonie d'entretenir et d'investir sur la partie sud du réseau. Division enfin au sein la population, entre les défenseurs d'un service public de qualité et ceux qui, ne se sentant pas concernés, le dénigrent.

Cette course à la compétitivité est opérée en vue de la libéralisation du transport de passagers en 2017. Si on ne réforme pas assez, ce sera pire avec la libéralisation, nous assène-t-on ! Une autre menace plane : celle de la privatisation, soit la revente de la SNCB au capital privé. Noam Chomsky, explique cette technique : « désinvestissez, faites en sorte que les choses ne fonctionnent pas, les usagers se mettent en colère et il ne vous reste plus qu'à le revendre au capital privé ». L'histoire récente de la SNCB n'augure rien de bon.

En ces temps de chômage, de précarisation et d'explosion des inégalités, nous avons cruellement besoin d'un service public de qualité, d'une vision globale à long terme pour la mobilité de demain, et de responsables politiques qui défendent ce projet. Aux mouvements sociaux, syndicaux, citoyens, de continuer avec conviction, un travail de conscientisation et d'information dans l'intérêt de tous.

Jean-Nicolas Burnotte

Février - Mars 2016

Numéro 91

Bimestriel du Moc Luxembourg

Dans ce numéro

- 1** **Éditorial**
- 2** **En bref dans nos organisations (p. 2, 3)**
- 3** **Faisons connaissance avec Émilie Verhoeven (p. 4, 5)**
- 4** **Les vœux du président (p. 6, 7)**
- 5** **Agenda (p. 8)**

En bref dans nos organisations . . .

Élections mutualistes : pourquoi pas vous ?

Tous les six ans, la Mutualité chrétienne organise des élections mutualistes. Vous désirez être candidat(e) pour la MC Province de Luxembourg? C'est le moment de vous faire connaître !

Les élections mutualistes ont pour but d'élire ses représentants dans les organes de gestion et de décision (Assemblée Générale, Conseil d'Administration et Comité de Gestion). Elles auront lieu du 15 au 29 mai prochain. Les élus des instances de la MC jouent un rôle essentiel de porte-parole et de relais : entre la parole des affiliés et les décisions et revendications de la MC, il y a tout un travail de réflexion sur les enjeux et priorités.

Vous avez un intérêt pour les questions relatives à la santé et au bien-être ? Vous êtes convaincu(e) de la nécessité d'une sécurité sociale forte et solidaire ? Vous partagez les valeurs de la MC ? Vous aimez échanger avec des personnes de différents horizons et avez des idées à partager ? Vous avez déjà des contacts avec votre mutualité de manière locale, ou êtes impliqué(e) dans des organisations socioéducatives ? Alors la MC a besoin de vous pour prendre part à sa gestion !

Pour être candidat, il vous faut répondre aux conditions d'éligibilité :

- être affilié à la MC Province de Luxembourg en tant que titulaire ou personne à charge depuis au moins 2 ans avant la date d'élection, soit au moins depuis le 15 mai 2014 ;
- être majeur ou émancipé, au moment de l'élection ;
- être en ordre de cotisations auprès de la mutualité (assurance obligatoire et assurance complémentaire) ;
- être de bonne conduite et ne pas être privé des droits civils ;
- ne pas être ou avoir été membre du personnel de la MC ;
- résider dans un des 5 arrondissements administratifs que couvre le territoire de la MC Province de Luxembourg (Arlon, Bastogne, Neufchâteau, Marche et Virton).

Pour vous porter candidat, envoyez un recommandé avant le 15 février 2016 annonçant et motivant votre candidature à :

MC Province de Luxembourg
à l'attention du Président Monsieur Pierre Neuville
rue de la Moselle 7-9
6700 Arlon

Envie d'en savoir plus ? Contactez un des coordinateurs régionaux de la MC :

Marche : Patricia Remy – 0499/52.73.37
Bastogne : Sandrine Walhin – 0496/59.07.76
Libramont : Isabelle Roiseux – 0499/52.73.34
Arlon et Virton : Arnaud Inglebert – 0499/31.65.09

Cycle sens : « Le sens des crises ou la crise des sens »

Les années passent, « La » crise, elle, est toujours là ! Une mauvaise passe, qui sera résolue lorsque nous aurons réussi à « relancer l'économie » nous disait-on... Non seulement, la crise économique est toujours d'actualité, mais elle s'accompagne aussi d'autres crises : écologique, sociale, culturelle... Quel sens donner à ces dysfonctionnements profonds qui touchent notre humanité ? Le CIEP vous propose de participer à trois soirées de conférence-débat sur ce thème.

18 février : le monde tourne-t-il dans le mauvais « sens » ?

Donner sens à une indispensable refondation éthique de la marche du monde passe par une analyse et une remise en question des paradigmes fondateurs de la modernité : sécularisation, amoralisme politique, contrat social, ordre spontané libéral, progrès techno-scientifique...

Par **Bernard Kerger**, président du MOC Lux, animateur des « Socrate Philosophe ».

24 mars : les crises, symptôme de changements profonds

La deuxième séance, basée sur le livre « Le temps des crises » de Michel Serres, nous permettra de comprendre à quel point les crises que nous traversons aujourd'hui sont le reflet de changements profonds qui s'opèrent autour de nous.

Par **Ninette Offergeld**, philosophe de formation

21 avril : « je suis en crise »

La troisième soirée abordera la crise du « Moi ». Les réflexions porteront sur la difficulté que nous avons à vivre dans ce monde « déshumanisé », les pistes qui peuvent nous aider à opérer un changement sur soi et la capacité à (re)trouver du sens dans notre vie et autour de soi.

Par **Vincent Commenne**, économiste formé en Psychologie humaniste, initiateur du mouvement « Créatifs Culturels » en Belgique.

De 19h30 à 21h30 à la CSC
Rue P. Ferrero, 1 à Arlon
Entrée gratuite.
063/21.87.28
c.rousseau@mocluxembourg.be

Mardis de l'actualité : cycle « Violence et Politique »

Aujourd'hui, la communication de la classe politique est de plus en plus travaillée, soignée. Il n'en reste pas moins intéressant d'analyser la violence contenue dans les mesures prises par nos gouvernements et traitées par les médias. Le CIEP vous propose un cycle de trois soirées-débats pour approfondir le sujet.

2 février : liberté ou sécurité : faut-il choisir ?

Suite aux actes terroristes, la classe politique souhaite instaurer des mesures sécuritaires pour protéger la population : militaires dans les rues, écoutes téléphoniques, caméras, assignation à résidence, heures de perquisition, etc. Jusqu'où peuvent aller les lois sans empiéter sur les libertés individuelles et la vie privée ? Faut-il mettre certains Droits de l'Homme entre parenthèses au nom de la sécurité ?

Par **Dan Van Raemdonck**, Vice-Président de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme et professeur à l'ULB et VUB

1^{er} mars : la violence des choix politiques

Mesures d'exclusion du chômage, hausse de la TVA, économies dans les services publics, recul de l'âge de la pension, etc. : comment les classes moyennes et populaires vivent-elles ces choix politiques ? Les actions syndicales menées contre ces projets sont souvent montrées comme violentes, mais la violence ne serait-elle pas plutôt dans les mesures subies par la population ?

Par **Marco Van Hees**, Député fédéral du PTB

14 avril : quelle évolution de la violence dans les médias ?

La plupart des médias (journaux, télévision) s'orientent vers plus de faits divers et de sensationnalisme, en quête d'audience et de profits. Les lignes éditoriales bougent. Comment la presse rapporte-t-elle la violence aujourd'hui ? Dans quelle mesure, ne contribue-t-elle pas à la création d'un climat anxieux (relatif aux attentats, aux réfugiés, aux chômeurs ...) influençant le regard de la population et pressant le gouvernement à légiférer dans un sens sécuritaire. La tendance de la presse à mettre en exergue le côté négatif des mouvements sociaux et syndicaux en omettant d'expliquer la violence des décisions politiques, n'en fait-elle pas *in fine* le meilleur garant de l'ordre établi ?

Par **Marc Sinnaeve**, professeur en journalisme à l'IHECS

De 19h30 à 21h30 à la CSC
Rue P. Ferrero, 1 à Arlon
Entrée gratuite.
063/21.87.28
jf.rasschaert@mocluxembourg.be

Master en politique économique et sociale à Arlon

Un master universitaire pour adultes en 2016 pour :

Faculté
Ouverte
Politique
Economique
Sociale

- **Comprendre** les enjeux économiques et sociaux qui se posent au sein de la société contemporaine
- **Analyser** les politiques mises en œuvre par les acteurs économiques, politiques et sociaux
- **Élaborer** avec d'autres des projets et des propositions dans un cadre universitaire

UCL
Université
catholique
de Louvain

Séances informatives :

Mardi 23 février à Arlon
A la CSC à 18h00
1 rue Pietro Ferrero
6700 Arlon

Mardi 15 mars à Bastogne
A la Mutualité chrétienne à 18h00
10R, rue Pierre Thomas
6600 Bastogne

Personne de contact :

Thérèse Willot
063/21.87.38
t.willot@mocluxembourg.be
ou
Chantal Grandmaire
www.uclouvain.be/Fopes

Faisons connaissance avec . . .

Émilie Verhoeven

Permanente régionale et permanente jeune à la CSC de Marche-en-Famenne depuis octobre 2014



Comment avez-vous fait connaissance avec la CSC ?

J'ai commencé à être militante à la CSC à l'âge de 15 ans. Je me suis inscrite à un groupe de théâtre gratuit géré par Valérie François qui était permanente à la CSC et responsable du comité de jeunes. Lors des séances, on ne faisait pas uniquement du théâtre, on s'interrogeait sur des questions de société, d'injustice... J'ai pris goût à ces moments de réflexion et j'ai décidé de m'investir plus en m'inscrivant chez les jeunes CSC.

Au sein de la militance jeune, j'ai trouvé un endroit où je pouvais exprimer mes désaccords, discuter des problèmes de société, combattre l'injustice... A cette époque, je représentais notre groupe à la Commission Wallonne et Bruxelloise des Jeunes.

Après mes secondaires, j'ai commencé mes études d'assistante sociale. J'ai mis la militance de côté pour me focaliser sur mes études, mais j'ai toujours gardé contact avec notre groupe de jeunes. A la sortie de mes études, Valérie François m'a annoncé qu'un poste était à pourvoir et j'ai postulé. Au début de ma militance, je me rappelle lui avoir dit : « un jour j'aurai le même boulot que toi » .

Quelles sont vos fonctions au sein de la CSC ?

Au sein de la CSC, j'ai deux casquettes : je suis permanente régionale et permanente jeune à Marche

Comme **permanente régionale** de l'arrondissement de Marche, je suis en première ligne pour une série de problèmes à régler avec nos affiliés. Je suis un peu « le visage » de l'arrondissement. Je m'occupe également d'un groupe de militants. L'objectif de cette initiative est de créer un groupe de personnes engagées qui se réunit dans un espace de réflexions afin de mettre en place des actions concrètes dans la région. Les militants se rassemblent autour d'un projet commun et de thématiques auxquelles ils sont sensibles.

Cette année, on s'est focalisé sur la grande consommation. On aimerait recenser les différentes initiatives existantes dans l'arrondissement de Marche (SEL, GAC, circuits courts...) afin de créer un flyer à diffuser aux habitants. Cette action collective permettrait aux citoyens d'être au courant des initiatives mises en place dans la région pour consommer différemment.

En ce qui concerne ma deuxième fonction, la **permanence jeune**, j'accompagne un groupe de jeunes. Lors des rencontres et des réflexions, on se concentre sur les problématiques auxquelles les jeunes sont confrontés. Au cœur de ces préoccupations, on retrouve souvent les allocations d'insertion. A l'heure actuelle, les nouvelles mesures qui ont été prises par le gouvernement excluent d'une aide financière de nombreux jeunes. Lorsqu'un jeune n'a pas obtenu son CESS, il doit réaliser un stage

d'insertion et le réussir. Seulement, s'il a plus de 21 ans, il n'a pas droit aux allocations. En ce qui concerne les plus de 25 ans, pour pouvoir bénéficier d'une allocation de chômage, ils doivent avoir presté au moins 312 jours de travail durant leur stage d'attente.

Avec le groupe, on tente de mettre des actions en place pour sensibiliser les jeunes à ces mesures qui leur portent préjudice.

Au sein du groupe, il y a deux étudiants qui sont révoltés. Ils ont peur pour leur avenir, pour leur future vie professionnelle. La situation est délicate pour les jeunes qui se lancent dans la vie. On parle de plus en plus d'une génération « Tanguy » qui habite chez ses parents parce qu'il est difficile de trouver un appartement sans ou avec de faibles revenus.

En tant que permanente jeune, j'interviens également dans les écoles, afin de sensibiliser les jeunes de 5 et 6^{ème} secondaire. Je constate généralement que les jeunes ne se rendent pas toujours compte de la réalité du monde du travail. Ils ne se sentent pas touchés par la crise, ils s'imaginent qu'ils trouveront un emploi facilement. Ça me touche, quand je vois de futurs acteurs de terrain (étudiants en AS, éducateurs...), qui ne trouveront pas de travail aussi facilement qu'ils le croient.

Pouvez-vous nous dire quelques mots sur le congrès de la CSC Luxembourg ?

L'objectif était de réfléchir aux lignes de conduite du syndicat pour les quatre prochaines années. On a dégagé quatre grands axes de travail.

1. La mobilité

La mobilité transfrontalière (tarification quand on passe la frontière luxembourgeoise, les embouteillages), et la mobilité en province du Luxembourg. Beaucoup de villages dans notre province sont peu desservis par les transports en commun et cela pose problème.

3. Les soins de santé

L'aide à domicile, le financement des hôpitaux, l'accès aux soins de santé : les enjeux de demain sont nombreux. Comment fonctionner avec les économies dans ces secteurs ?

Que pensez-vous de la situation sociale actuellement ?

Avec les mesures prises par le gouvernement Michel et avant, avec le gouvernement Di Rupo, on va se retrouver dans des situations extrêmement précaires. Par exemple, dans le cadre des premières exclusions de l'ONEM, il y a un tiers des personnes exclues qui ne sont recensées nulle part. Je pense que c'est la première fois depuis la deuxième guerre que les enfants qui vont naître vont être plus pauvres que leurs parents ! C'est un signal d'alarme fort. On ne se rend pas compte des gens qui sont isolés, au chômage, qui n'ont pas eu un accès à l'éducation, qui sont exclus de la société et qui n'arrivent pas à rentrer dans le circuit. On ne peut pas laisser vivre des gens dans la misère...

Pour faire ce travail, il faut être convaincu des idées que l'on défend et moi je suis une convaincue !

Contact

e.verhoeven@acv-csc.be
063/24.47.37

Interview : Thérèse Willot

2. L'enseignement, la formation

Les offres de formation sont-elles cohérentes avec les offres d'emplois et les emplois disponibles ? On remet en question cette cohérence. Le cadre de l'école est-il adéquat ?

4. Le développement économique

Quelles sont les perspectives pour le développement économique en province du Luxembourg ? Quelle forme prendra l'industrie dans les années à venir ?

Portrait d'Emilie en quelques questions

Et vos vacances de rêve ?

J'aime me promener. J'adore la randonnée, regarder les paysages.

Votre livre préféré ?

« Que ta volonté soit faite » un thriller de Maxime Chattam. C'est un roman haletant qui permet de me vider la tête un fois la journée terminée.

Ce qui vous rend heureuse ?

Les moments en famille, avec mon compagnon. J'aime mon travail mais l'idée d'avoir une famille, des gens qui m'entourent, sur qui je peux compter, ça me rend vraiment heureuse.

Ce qui vous met en colère ?

L'injustice

Vos plats préférés ?

Mmmh c'est difficile, j'adore manger! Si je devais choisir, je dirais la potée aux poireaux de ma grand-mère.

Nouvelle permanente diversité à la CSC Luxembourg



Sandrine Pierlot est la nouvelle permanente diversité de la CSC Luxembourg.

Diplômée en sociologie, Sandrine Pierlot a travaillé en tant que chargée de projet au sein de la CNAPD (Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie) durant un peu plus de trois ans. Elle a travaillé sur les questions de citoyenneté en réalisant de nombreuses animations portant sur les stéréotypes, les préjugés, la lutte contre le racisme, etc.

Aujourd'hui, c'est donc avec ces bagages qu'elle intègre le service Diversité de la CSC Luxembourg (et CSC Namur-Dinant).

« J'espère pouvoir contribuer à la lutte contre les discriminations dans le monde du travail ainsi qu'à une plus forte intégration des questions de diversité dans les entreprises. »

Contact

sandrine.Pierlot@acv-csc.be
0470/238866

Les vœux du président

La violence, le mal, l'autre : quelles réponses ?

La fable de l'histoire

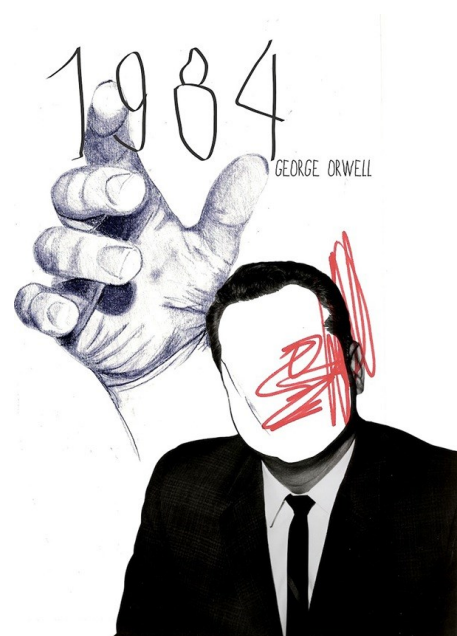
Dans l'État de Nature, quand les hommes étaient libres et égaux, chacun avait tout à craindre d'autrui. La vie était brève, la peur était immense. Tout le monde se méfiait de tout le monde et devait se protéger d'autrui. Les hommes conclurent donc une alliance pour assurer leur commune sérénité. Au terme de longues concertations, ils signèrent un contrat prescrivant à tous ce qu'ils devaient faire et ne pas faire. La peur parut pour un moment avoir disparu.

Certains, moins bien intentionnés, n'avaient donné qu'un accord hésitant. Le soupçon et la peur se répandirent à nouveau. Les hommes se résolurent alors à prendre une mesure supplémentaire. Ils déposèrent tous les armes et les remirent entre les mains de quelques porte-paroles choisis parmi eux et chargés d'assurer la sécurité.

Ces protecteurs, détenteurs de la violence légitime, se mirent à la tâche avec zèle et minutie. Ils promulguèrent loi sur loi, consignèrent les infractions et recueillirent des renseignements dans tout le pays. Qui refusait de parler y était contraint en des lieux secrets. Les quartiers d'habitation étaient fouillés, les hérétiques pourchassés. Le travail de l'ordre allait bon train. Une loi suivait l'autre, les ordonnances se succédaient. L'ordre enlaçait la vie comme les tentacules d'un monstre.

Cela en était fini de la démocratie ; un Etat totalitaire était né.

Ukraine, État islamique, Syrie, Tunisie, Paris... nous vivons de nouveaux états de violence. Il est impératif de trouver des réponses appropriées et cela passe par une analyse précise et profonde, par une meilleure compréhension des nouveaux états de violence, par un renoncement au paradigme de la dialectique du mal et du bien, par une maîtrise raisonnée des peurs.



Comprendre les nouveaux états de violence

Sommes-nous en guerre ? Surgissent, à la place de la guerre classique, les hors-temps de l'acte terroriste, bien sûr mais aussi le calcul mathématique d'une trajectoire de missile ou le marasme indéfini des guerres civiles dans des Etats effondrés.

Les états de violence font apparaître une multiplicité de figures nouvelles : le terroriste, le chef de factions, le mercenaire, le soldat professionnel, l'ingénieur en informatique, le responsable de sécurité, etc. Plus d'armée disciplinée mais des réseaux dispersés de professionnels de la violence.

Dans les états de violence, la logique du rapport à la mort se transforme. L'acte terroriste fait surgir la mort au cœur de l'espace public ; la débauche destructrice de bandes armées sévit dans des pays déstructurés ; les lancements téléguidés de missiles balistiques « intelligents » frappent des cibles plus ou moins pré-

cises. Au contraire de la guerre, la mort ne s'échange plus. Elle se distribue, se sème, se calcule. La mort devient autre chose : un risque professionnel, une équation mathématique, une condition d'être, une apothéose médiatique.

Dans ce contexte, la prise en compte du risque suppose une vigilance continuelle des systèmes et des hommes, un état d'alerte indéfinie. Le système de surveillance doit être relayé par un état de veille en chacun, une tension permanente : repérage de comportements suspects, attention aux irrégularités, repérage des dysfonctionnements à priori anodins, etc. Le risque est partout.

Sommes-nous en guerre ? La réalité est complexe et diverse. Et à n'y prendre garde, la démocratie et les libertés sont en péril quand s'installe un système généralisé de transparence, de contrôle, de surveillance.

Renoncer à la dialectique du mal et du bien

Dans toute la pensée occidentale, l'idée du progrès vers un monde meilleur se comprend dans le cadre d'une dialectique du mal et du bien. Le passage par le mal est une étape nécessaire vers le bien.

Chez Kant, le progrès, pour se réaliser, utilise un moyen particulier, l'insociable sociabilité. Sous ce nom, Kant désigne la cupidité, l'envie, la vanité, la méchanceté, l'esprit de domination. Selon Kant, ce sont ces mauvais penchants qui font avancer l'humanité. Ils sont le combustible du progrès, car sans l'orgueil, sans la cupidité, sans l'esprit de rivalité et de domination les individus n'auraient aucun motif d'agir, de se surpasser, de créer quoi que ce soit.

Cette conception du progrès se rattache en fait à une vieille tradition théologique judéo-chrétienne. C'est dans la Bible qu'on en trouve les premières manifestations. Relisons le chapitre de la Genèse relatif à Joseph, abandonné par ses frères pour devenir ensuite le sauveur d'Israël. Ou de façon encore plus manifeste la passion du Christ passage obligé vers sa résurrection.

De la Genèse à Kant ou Hegel, qu'est-ce qui a changé ? Il n'était plus question, à l'époque des Lumières, d'invoquer la main de Dieu mais plutôt le dessein de la nature, la ruse de la raison, la loi immanente de l'histoire, ou la main invisible chère à Adam Smith. Pourtant c'est bien le même paradigme qui est à l'œuvre. Dans le creuset des affaires humaines, les mauvais penchants, l'insociable sociabilité, les passions, les crimes, les tragédies aboutiront finalement au bien.

Cette même dialectique du mal et du bien se retrouve dans la théorie économique libérale, qui postule que l'arithmétique des égoïsmes conduit automatiquement à l'allocation optimale des ressources et à la prospérité générale. L'aspect négatif des affaires humaines détient la clef du progrès. Qu'est-ce au fond qu'une révolution ? Le révolutionnaire

Vaincre les peurs

Depuis toujours, c'est la peur de l'autre qui nous pousse à construire des frontières et des murs de séparation. Mais au lieu de protéger, les barrières cristallisent les différences. La surenchère de la peur réduit la politique à une gestion des risques par le tout-sécuritaire. Dans 1984, les caméras de surveillance sont partout. Paralysés par la peur, les hommes devaient constamment se conformer aux attentes de l'Etat.

Aujourd'hui, le principe du panoptique semble avoir fait son chemin. La surveillance se généralise. La société passe de la vigilance à la surveillance, en mettant ainsi en jeu les libertés individuelles et le droit à l'anonymat et au secret.

La peur, c'est ce qui empêche de s'aventurer dans des espaces inexplorés, de quitter la route déjà tracée, de chercher un nouveau chemin. C'est en se frayant un chemin au milieu de nulle part, qu'on explore les territoires inconnus et que l'on prend goût à l'aventure de l'existence et de la rencontre de l'autre.

est un individu qui se donne le droit de persécuter ses semblables afin de permettre l'édification d'une société meilleure. « Il n'est possible de transformer le monde qu'avec des fusils » lit-on dans le Petit Livre rouge de Mao.

Dans la situation actuelle, l'invasion de l'Irak par les troupes occidentales ou les attentats djihadistes, cette même dialectique du mal et du bien est opérante : le mal pour préparer la démocratie ou la cité de Dieu.

Comment et quoi répondre ?

Non, nous ne voulons plus jouer le jeu dialectique du mal et du bien. Nous n'y croyons plus. Nous renonçons à la dialectique du mal et du bien, faux moteur de progrès.

Face aux questions qui surgissent dans les périodes de trouble, nous ne pouvons plus nous contenter de réponses partielles et circonstanciées, qui plus est bloquées dans la logique du mal, du talion, de la vengeance. Face à ces questions qui surgissent dans les périodes de trouble, il faut affirmer haut et fort notre conviction de mouvement ouvrier chrétien. La dialectique du mal et du bien, nous n'y croyons plus et nous refusons de nous y engager. Nous refusons le recours au mal, les réponses violentes : les appareils policiers, les surveillances orwelliennes, les bombardements F16iens...

Nous opposerons aux nouveaux états de violence une volonté du bien qui s'exprime dans l'éducation, la lutte contre la pauvreté, la protection sociale, le combat pour le bien-être économique, l'effort pour faire triompher la justice et la démocratie.

Comprendre les nouveaux états de violence où nous avons notre responsabilité, les comprendre pour ne pas sombrer dans une société du contrôle et de la surveillance qui met à mal nos libertés.

Renoncer à la dialectique du mal et du bien, renoncer à répondre à la violence par la violence, fonder le monde de demain sur les valeurs du bien, la douceur, l'amitié, la solidarité.

Vaincre les peurs pour aller et accueillir l'autre dans sa diversité.

Trois pistes, trois chemins pour nos actions de l'année nouvelle que je vous souhaite la meilleure.

Bernard Kerger

L'agenda du CIEP . . .

1er février à Virton : cycle conférence économie alternative

« La finance alternative: rêve ou utopie ? »

Intervenants : Yves Matthieu (New-B), Christine Jesslé (coopérative citoyenne Prométhique)

A 20h au Centre Culturel et Sportif
A la Cour Marchal, 8
Entrée gratuite
c.rousseau@mocluxembourg.be

2 février à Arlon : mardis de l'actu

« Liberté ou sécurité : faut-il choisir ? »

Intervenant : Dan Van Raemdonck, Vice-Président de la FIDH et professeur à l'ULB et VUB

A 19h30 à la CSC
Rue Pietro Ferrero, 1
Entrée gratuite
jf.rasschaert@mocluxembourg.be

4 février à Marche : conférence - débat

« La tyrannie des modes de vie »

Intervenant : Mark Hunyadi, professeur de philosophie morale et politique à l'UCL

A 19h30 à la Mutualité chrétienne
Avenue du Monument, 8a
Entrée gratuite
v.quinet@mocluxembourg.be

16 février à Saint-Hubert : ciné - débat

Film : « La loi du Marché » de Stéphane Brizé

La violence psychologique et morale

Intervenant : Bernard Van Asbrouck, conseiller général au Forem

A 20h au Palais abbatial
Pl. de l'abbaye, 12
Entrée gratuite
mc.dewez@mocluxembourg.be

18 février à Arlon : cycle sens « Le sens des crises ou la crise du sens »

Le monde tourne-t-il dans le mauvais « sens » ?

Intervenant : Bernard Kerger, président du MOC Lux et animateur du Socrate philosophe

A 19h30 à la CSC
Rue Pietro Ferrero, 1
Entrée gratuite
t.willot@mocluxembourg.be

22 février à Virton : cycle conférence économie alternative

« Une entreprise peut-elle être alternative ? »

Intervenantes : Geneviève Houbben (coopérative Artéthic), Isabelle Houtart (Halle de Han)

A 20h au Centre Culturel et Sportif
A la Cour Marchal, 8
Entrée gratuite
c.rousseau@mocluxembourg.be

23 février à Arlon : séance d'information FOPES

Master universitaire en politique économique et sociale pour adultes
Septembre 2016 à Arlon

A 18h à la CSC
Rue Pietro Ferrero, 1
Entrée gratuite
t.willot@mocluxembourg.be

1er mars à Arlon : mardis de l'actu

« La violence des choix politiques »

Intervenant : Marco Van Hees, Député fédéral du PTB

A 19h30 à la CSC
Rue Pietro Ferrero, 1
Entrée gratuite
jf.rasschaert@mocluxembourg.be

7 mars à Virton : cycle conférence économie alternative

« Changer notre modèle capitaliste économique ? »

Intervenant : Eric Luyckx (chercheur chez Etopia, investi au sein d'initiatives locales)

A 20h au Centre Culturel et Sportif
A la Cour Marchal, 8
Entrée gratuite
c.rousseau@mocluxembourg.be

15 mars à Bastogne : séance d'information FOPES

Master universitaire en politique économique et sociale pour adultes
Septembre 2016 à Arlon

A 18h à la Mutualité chrétienne
Rue Pierre Thomas, 10R
Entrée gratuite
t.willot@mocluxembourg.be

21 mars à Arlon : observatoire politique

L'Instance Bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi : Quelle structure ? Quels acteurs ? Quelles missions ?

Intervenants : Roger Hennericy et Eliane Prevost de l'IBEFE

A 19h30 à la CSC
Rue Pietro Ferrero, 1
Entrée gratuite
p.jungers@mocluxembourg.be

22 mars à Saint-Hubert : ciné - débat

Film : « La part des anges » de Ken Loach

La prison comme réponse à la violence ?

Intervenante : Brigitte Loop, directrice au centre de détention de Saint-Hubert

A 20h au Palais abbatial
Pl. de l'abbaye, 12
Entrée gratuite
mc.dewez@mocluxembourg.be

24 mars à Arlon : cycle sens « Le sens des crises ou la crise du sens »

« Les crises, symptôme de changements profonds »

Intervenante : Ninette Offergeld, philosophe de formation

A 19h30 à la CSC
Rue Pietro Ferrero, 1
Entrée gratuite
t.willot@mocluxembourg.be